

Evaluations

Saluons la constance du ministère, qui, quelle que soit la période, s'entête avec le pilotage par les évaluations.

Nous déplorons le fait de n'avoir pas été reçus malgré nos demandes pour rendre compte des observations de terrain sur ce dispositif

La question qui se pose est de 2 ordres : la pertinence des évaluations dans le contexte de la rentrée de septembre 2020 et ce qu'elles envoient comme message pédagogique

Ce n'est pas une rentrée comme les autres. Aussi confisquer le temps des enfants au détriment des apprentissages et d'un retour à une école socialisante pour passer des évaluations dont les résultats sont connus, est un choix qui interroge sur la politique éducative à cette rentrée.

Dans la note de la DEEP, 75% des PE disent que les évaluations confirment ce qu'ils avaient déjà repéré. C'est dire leur pertinence.

La priorité de cette rentrée c'est de rompre l'isolement vécu par les élèves durant la période. La priorité doit être donnée à la dynamique pédagogique : place aux interactions, aux situations d'entraide, réapprendre à apprendre ensemble. Il est important de redonner confiance aux élèves, et non pas de les enfermer dans un protocole qui va les étiqueter. Il est essentiel de partir du réel pour mener une observation solide qui ne soit pas d'emblée anxiogène.

Ces évaluations posent des questions pédagogiques : de quoi s'agit-il ? de prendre la température ? Quel est donc le thermomètre ? Nous avons déjà levé les points négatifs de ces évaluations : les compétences observées sont principalement des compétences « techniques », elles ne s'appuient que peu sur le sens et constituent une évaluation de bas niveau. Savoir où en est chaque enfant réclame des outils diagnostics plus fins qui relèvent aussi de l'observation de la classe et non d'une mise en situation artificielle. Elles entraînent une confusion entre adapter l'apprentissage aux besoins et s'engager dans des pratiques individuelles de type préceptorat.

Durant la période de confinement, les enfants ont souffert d'un travail solitaire, sans accompagnement et sans interaction. On apprend avec les autres, pas chacun dans son coin. Reformuler du collectif est un impératif. Montrer que l'on est plusieurs à hésiter, à se tromper et que l'erreur permet d'avancer est une pratique pédagogique qui permet à l'enfant de prendre confiance en lui. Ces évaluations tournent le dos à des pratiques pédagogiques s'appuyant sur la situation recherche, le travail en groupe et font reposer sur l'élève la responsabilité de ses erreurs. Or l'apprentissage n'est pas une chose binaire, il est complexe et l'enfant ne doit pas se sentir enfermé dans des procédures mécaniques censées par la répétition produire du résultat durable.

Ces évaluations conduisent à des pratiques de classe formatées comme si une seule stratégie pédagogique était envisageable.

L'urgence de cette rentrée n'est pas à faire subir des évaluations aux enfants, à les renvoyer à eux-mêmes et à quelque part, les punir d'un temps où ils n'auront pas reçus l'enseignement en présentiel.

L'urgence est à recréer du collectif, à rassurer, à observer, à faire confiance aux enseignants pour bâtir leur propre outils de diagnostics. L'urgence est à libérer la parole des enfants pour leur proposer des aides appropriées car on apprend bien que lorsque les plaies sont pansées. L'urgence est à l'accompagnement des personnels pour repenser les progressions et les programmations dans le cadre des cycles en leur donnant des outils pédagogiques pour le faire. Il faut un plan d'urgence pour l'école car prendre la température sans avoir de remède en termes d'enseignants spécialisés, d'effectifs, de plus de maitres, cela ne risque pas de dépasser le stade du constat.

Faire des évaluations l'alpha et l'oméga d'une politique éducative dans le contexte que nous connaissons, est consternant.

Avancement à la hors-classe

Depuis le protocole PPCR de 2017, le taux de promotion à la HC est passé de 5.5% à 17,1% aujourd'hui. Dans notre département, cela se traduit par 165 promotions possibles.

Le SNUipp-FSU continue de dénoncer le caractère pérenne des avis et l'impact psychologique que le « à consolider » ou le « satisfaisant » peut avoir sur les collègues.

Nous aimerions connaître les suites données aux demandes de révisions que vous avez pu recevoir.

Depuis 2 ans l'administration a accepté que l'AGS soit prise en compte pour départager les égalités de barème. C'est un pis-aller !

Le SNUipp-FSU revendique que l'AGS soit prise en compte comme critère pour l'établissement du tableau d'avancement et non l'ancienneté dans la plage d'appel.

Mouvement

La première phase d'ajustement du mouvement vient de se terminer et le constat est amer.

Pour la première fois, les représentants des personnels n'ont pas participé aux opérations.

A cette période de l'année, d'ordinaire, notre téléphone ne cesse de sonner.

Cette fois-ci, aux appels que nous avons reçus, une réponse revenait sans cesse :

- Savez-vous quand les résultats des affectations paraîtront ?
- Nous ne savons pas, contactez les services.
- Pourquoi le poste que j'ai demandé est resté vacant ?
- Nous ne savons pas, contactez les services.
- Pourquoi une personne avec un barème plus faible a obtenu le poste que je convoitais ?
- Nous ne savons pas, contactez les services.

Nous pourrions ajouter de nombreuses interrogations :

Combien de personnes ont été affectées ?

Combien reste-t-il de personnes à affecter ?

Combien de titulaires ont été affectés en ASH sans le demander ?

Les réponses que nous pouvions apporter aux personnels, en plus de décharger les services de la DSDEN, permettaient de rassurer et d'éclairer.

Pour beaucoup, notre présence aux phases manuelles d'ajustement consolidait leur confiance dans le principe essentiel d'équité de traitement des agents de la fonction publique.

L'administration peut assurer qu'elle sera toujours intègre mais, pour certains, sans la présence des personnes qui les représentent, cette confiance est rompue.